

# Interview de William Sportisse par Arezki Metref

- Histoire -

Date de mise en ligne : mercredi 5 mars 2014

## Description :

Entretien de William Sportisse par Arezki Metref

in Le Soir d'Algérie

<dl class='spip\_document\_734 spip\_documents spip\_documents\_right' style='float:right;'><a href="IMG/pdf/Entretien\_avec\_William\_Sportisse.pdf" title='PDF - 116.1 ko' type="application/pdf">



Entretien de William Sportisse avec Arezki Metref

03 et 04 mars 2014

---

**Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés**

---

## V/ ETRE COMMUNISTE, C'EST REFUSER LE DEFAITISME

**Le soir d'Algérie :** Vous êtes né dans une famille modeste « judéo-arabe », peut-être « judéo-berbère, de Constantine, installée depuis des générations. C'est quoi pour vous Constantine, le berceau de la famille, le port d'attache, la passerelle entre les communautés ?

**William Sportisse :** Etre né dans une famille modeste attachée à sa culture puisée à la fois dans son fond religieux juif, les coutumes berbères et arabes, utilisant la langue arabe comme véhicule de communication avec les habitants de la ville et aussi dans les conversations familiales, donnant une préférence à l'écoute de la musique andalouse et au malouf constantinois, font partie de mon éducation et de ma formation. Mes parents n'étaient ni riches ni pauvres, mais la famille de l'une de mes tantes composée de cinq personnes était bien pauvre. Sa situation m'a fait découvrir ce qu'était la misère sociale que subissait l'immense majorité de la population algérienne. Plus tard, j'ai pris conscience de l'origine de cette misère grâce au combat mené par mon grand frère qui avait adhéré aux idées communistes, aux idées de l'émancipation des femmes et des hommes de tout ce qui les appauvissait dans tous les domaines.

Dans ce sens, ma famille a contribué à ma prise de conscience. Elle est la source de mon engagement idéologique et politique auquel je reste toujours fidèle. Mais cette source est allée rejoindre le grand fleuve représenté par tout ce que j'ai appris auprès des militants communistes et nationalistes, de tous les gens vivant de leur labeur à Constantine et appartenant à toutes les couches sociales et aux origines ethniques différentes. Enfin, ce fleuve a rejoint la mer quand j'ai sillonné l'Algérie au cours des luttes menées par notre peuple, et enfin le monde quand j'ai participé à toutes les rencontres internationales de la jeunesse démocratique et progressiste.

C'est pourquoi, je suis attaché à ma ville natale pour tout ce qu'elle m'a offert pour mieux connaître mon peuple. C'est là également que mes premiers pas de militant communiste ont été effectués. C'est là où j'ai connu des militants valeureux du courant patriotique. C'est là où j'ai tissé des liens d'amitié qui sont demeurés indestructibles avec de nombreuses personnes, même si nos options politiques et idéologiques étaient différentes. C'est là où j'ai appris à apprécier la beauté de la nature avec ce site merveilleux qu'est Constantine. C'est là enfin où j'ai pris goût à l'écoute de la musique andalouse et du malouf constantinois. Tous ces éléments ont constitué les passerelles de toutes les communautés qui auraient pu contribuer à la naissance d'une nation particulière mais que le colonialisme exploiteur et oppresseur, en dépit de nos efforts pour l'en empêcher, a réussi à tuer dans l'oeuf. Il est parvenu à semer dans la majorité de la population européenne et juive aussi l'odieux poison du racisme, d'une prétendue « *supériorité raciale* » qui divise les hommes et les femmes même quand ils appartiennent à une classe ou à des couches sociales exploitées et opprimées.

**Le soir d'Algérie :** Vous adhérez au PCA clandestin à l'âge de 16 ans, dans le sillage de votre frère aîné Lucien. Parlez-nous de Lucien et des motivations de votre engagement ?

**William Sportisse :** Votre question est pertinente. Faire connaître le combat anticolonialiste de militants communistes d'origine juive algérienne et européenne participe de la connaissance de l'histoire de notre mouvement de libération nationale. La composition des principaux acteurs de ce mouvement reposait, certes, sur l'immense majorité de la population autochtone. Mais la justesse des aspirations et des objectifs du mouvement de libération nationale a été partagée par des juifs d'origine berbère ou installés depuis des générations et aussi par des

travailleurs européens dont les parents ont immigré en Algérie en raison de la misère sociale que leur faisait subir le système capitaliste. Lucien a été parmi ceux qui ont partagé les aspirations de notre peuple à l'indépendance. En raison des revenus modestes de notre père, Lucien, après avoir obtenu brillamment, avec mention très bien, la deuxième partie du baccalauréat et après des études à l'Ecole normale d'instituteurs de Constantine, n'a pas pu les poursuivre à la Faculté d'Alger.

Instituteur dans son premier poste à Aïn-Beïda, il est l'objet d'une première brimade de l'institution administrative locale à l'issue d'un conflit qui l'oppose au directeur de l'école. Militant en 1925 de la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO), il refuse en juin 1926 que ses élèves, la plupart d'origine modeste, souscrivent à une contribution financière volontaire dans le cadre d'une opération lancée par le gouvernement général de l'Algérie colonisée. Qualifié d'« anti-français », il sera muté dans un autre village. Dès lors, il va subir la répression coloniale. Son adhésion au Parti communiste algérien s'est réalisée au lendemain du congrès fédéral de la SFIO à Annaba, en décembre 1926, pour une double raison soulignée dans l'ouvrage *Le camp des oliviers-Djenane El-Zeïtoun*, à savoir son adhésion aux idées du socialisme-communisme dont celle du droit du peuple algérien à son indépendance. Tous ceux qui ont connu mon frère Lucien et que j'ai rencontrés au cours de ma vie militante m'ont rappelé ses fortes convictions idéologiques et politiques acquises par ses lectures et l'étude des ouvrages marxistes-léninistes, par l'enrichissement continu de sa culture générale. Ces convictions le poussaient à l'action au côté de ceux qui souffraient de l'exploitation et de l'oppression pour les aider à s'organiser et à lutter pour changer leurs conditions de vie. C'est pourquoi, les brimades de l'administration coloniale l'ont poursuivi dans toutes les localités où elles le mutaient. Cette administration pensait que ses mutations et ses brimades briseraient son ardeur militante et freineraient son activité politique. Ne réussissant pas, elle obtint que ses représentants au Conseil départemental de Constantine le révoquent de sa fonction d'instituteur le 7 décembre 1934 après une demande de l'inspecteur d'académie. Mais cela ne l'a pas découragé. Et après avoir travaillé comme manoeuvre du bâtiment à Oran où il s'était installé en 1934, il devint l'un des responsables de l'Union départementale des syndicats. A cette époque, les syndicats impulsés par les militants communistes d'Algérie s'efforçaient d'organiser les ouvriers agricoles dans les exploitations aux mains de la grosse colonisation terrienne. C'est à la suite d'un meeting au cours duquel mon frère a appelé les travailleurs à l'organisation et à la lutte pour leurs revendications qu'il fut accusé par les gros colons de la région de Aïn-Témouchent de « menées subversives nuisibles à la souveraineté française ».

Arrêté et jeté en prison à Oran, il observera une grève de la faim pendant un mois environ. La protestation populaire organisée par les syndicats et les organisations communistes et progressistes en Algérie et en France parviendra à obtenir sa libération. Lors du congrès constitutif du Parti communiste algérien, en octobre 1936, il fut élu au bureau politique. Les élections législatives de 1936 en France et en Algérie furent marquées par la victoire des candidats du Front populaire. Elles ont été suivies par l'avènement d'un gouvernement composé de socialistes et de radicaux-socialistes. Une demande de réintégration dans ses fonctions d'instituteur de Lucien fut présentée à ce gouvernement. Mais, cédant aux pressions de l'administration coloniale au service de la grosse colonisation terrienne, le gouvernement de Blum, qui n'était pas pour la destruction du système colonial, ne l'a pas réintégré dans ses fonctions en Algérie mais en France. Les partisans du système colonial ont pu se débarrasser d'un militant en l'éloignant de sa patrie.

**C'est à Lyon, en France, qu'il sera assassiné par la Gestapo française en raison de son activité clandestine contre le fascisme hitlérien, le 24 mars 1944, voilà soixante-dix ans.** Son parcours révolutionnaire a été pour beaucoup dans mon engagement qui était en parfait accord avec ses justes convictions idéologiques et politiques.

**Le soir d'Algérie : C'était quoi, le PCA à cette époque ? Etait-il encore dans l'esprit de la thèse de Thorez de 1936 de « l'Algérie nation en formation » ? Y avait-il un débat ?**

**William Sportisse :** Le Parti communiste algérien est né en octobre 1936 quand les autochtones du pays ont pu arracher le droit d'adhérer à un parti ou à un syndicat. Auparavant, ils étaient privés de ce droit par les lois coloniales. Ces lois scélérates furent abrogées avec l'arrivée au pouvoir en France du Front populaire. La forte

influence des communistes français dans cette alliance et le vaste mouvement gréviste qui se déroula en Algérie auquel les travailleurs autochtones les plus exploités ont participé à la veille de l'avènement du gouvernement du Front populaire contribuèrent à l'abrogation de ces lois qui privaient les Algériens de droits élémentaires.

Déjà, avant la naissance du PCA, il existait des organisations communistes sur tout le territoire. Ces organisations constituaient une région algérienne rattachée au Parti communiste français. Selon les lois coloniales en vigueur, seuls les habitants possédant la nationalité française pouvaient adhérer à un parti. Ce qui explique le rattachement des premières organisations communistes au Parti communiste français. Elles sont nées en Algérie au lendemain de la création du PCF en 1920 à Tours en France et son ralliement à la troisième internationale sur la base de son adhésion aux 21 conditions exigées pour être membre de cette organisation. L'une de ces conditions était la reconnaissance du droit à la libre disposition et à l'indépendance des peuples colonisés par l'impérialisme, le devoir et l'obligation pour les partis communistes du monde d'organiser leurs classes ouvrières en vue de soutenir et conduire leurs luttes vers cet objectif.

Dans les pays colonisés, les communistes considéraient que cet objectif était un préalable à celui qui consistait à mettre un terme au système capitaliste basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Dans ce système, la production a un caractère social alors que l'appropriation de ses résultats est privée. Cette abolition du système capitaliste doit se réaliser par une révolution socialiste qui portera au pouvoir la classe ouvrière et ses alliés des autres couches sociales populaires. Arrivés au pouvoir, la classe ouvrière et ses alliés sont obligés d'exercer une dictature contre la bourgeoisie et ses tentatives de rétablir sa propre dictature par une contre-révolution.

La construction de la société socialiste, où les moyens de production seront propriété sociale, sera la solution pour résoudre la contradiction entre le capital et le travail parce qu'elle créera les conditions de la solution progressive de tous les maux dont la société souffre sous le régime capitaliste : guerres, chômage, fermetures d'entreprises, licenciements, etc. Elle améliorera au maximum les conditions économiques, sociales et culturelles et environnementales de la vie du peuple. C'est ce qu'a fait l'Union soviétique pendant une grande partie de son existence avant son effondrement qui est le résultat d'orientations révisionnistes et réformistes adoptées au 20e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique.

**Le Parti communiste algérien s'est efforcé tout au long de son existence de rester fidèle aux 21 conditions de la troisième internationale et aux principes des fondateurs de la théorie scientifique, Marx et Lénine particulièrement.** C'est pourquoi, dès la constitution des premières organisations communistes en Algérie, même si les lois coloniales les en empêchaient, de nombreux Algériens autochtones ont rejoint ses rangs et y ont milité clandestinement. Avec le concours du Parti communiste français, elles ont contribué à la naissance de la première Étoile nord-africaine et, en conséquence, au mouvement de libération nationale moderne.

**Je ne peux pas retracer en quelques lignes toute l'histoire du PCA. Mais je souhaite avoir satisfait votre curiosité et celle des lecteurs en répondant à votre question : « C'est quoi le Parti communiste algérien. »**

J'en viens maintenant à la thèse présentée par Maurice Thorez, dirigeant du Parti communiste français, « *sur la nation algérienne en formation* », lors de son voyage en Algérie en 1939. A l'époque, un débat autour de cette question s'est instauré. Il s'est poursuivi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, pendant et après notre guerre de libération et demeure actuel de nos jours. Maurice Thorez a exprimé sa thèse à la veille de la Seconde Guerre mondiale. A cette époque, des puissances fascistes capitalistes, Allemagne hitlérienne, Italie de Mussolini et Espagne franquiste ne cachaient pas, dans le cadre des contradictions entre brigands impérialistes pour un repartage du monde, leurs visées sur les trois pays d'Afrique du Nord occupés par la France. Gabriel Péri, responsable de la rubrique internationale du journal L'Humanité, avait publié, à ce moment-là, un article pertinent intitulé « *L'ombre du fascisme plane sur l'Afrique du Nord* ».

De son côté, la grosse colonisation terrienne en Algérie était hostile à toute réformette envisagée par les dirigeants capitalistes français désireux d'avoir à leurs côtés certaines couches petite-bourgeoises de notre pays pour s'opposer aux visées des États fascistes. La colonisation terrienne pour sa part était favorable aux régimes fascistes d'Europe pensant pouvoir, avec leur appui, fonder en Algérie un État séparatiste de la France semblable à celui de l'Afrique du Sud où tout le pouvoir serait dans ses mains pour écraser encore plus le peuple algérien.

C'est dans ce cadre politique international que Maurice Thorez déclare : « *Il y a la nation algérienne qui se constitue historiquement... dans le mélange de vingt races.* »

A ce moment-là, en Algérie, les courants politiques qui s'intéressaient au devenir du peuple algérien étaient les suivants : Le courant favorable à l'assimilation constitué par la Fédération des élus musulmans dirigée essentiellement par des intellectuels issus de la petite ou moyenne bourgeoisie citadine qui avaient perdu confiance dans les possibilités du renouveau moderne du mouvement national après les défaites des révoltes passées contre l'occupation colonialiste, après 1832.

Ce courant mené par Bendjelloul et Ferhat Abbas était opposé à la grosse colonisation terrienne mais niait l'existence de la nation algérienne. Cependant, Ferhat Abbas a déclaré aussi : « Rattachement à la France ne signifie pas assimilation. » Il y avait aussi des oscillations dans le courant reconnaissant pourtant la personnalité algérienne, à savoir le PCA et les oulémas, lors du Congrès musulman de 1936 quand ils ont accepté dans son programme l'inclusion de revendications immédiates de nature assimilationniste.

L'étroitesse nationale se retrouvait dans la nation prônée par les oulémas où le facteur religieux était inclus. Quant au PPA, qui a joué un rôle dynamique dans l'éveil des masses, sa conception de la nation était empreinte d'étroitesse nationale en excluant la possibilité de l'inclusion dans la nation algérienne d'éléments appartenant à la minorité européenne anticolonialiste et qui opteraient en sa faveur.

Cette période était faite de tâtonnements. Aussi faut-il situer la thèse de Maurice Thorez sur la nation algérienne dans son contexte de l'époque. **Dans son Essai sur la nation algérienne publié en 1958, le PCA rappelait la définition de la nation présentée par Staline : « *La nation est une communauté stable, historiquement constituée de langue, de territoire, de vie économique, de formation psychique, se traduisant par une communauté de culture.* »**

Dans son essai, le PCA reconnaît son interprétation dogmatique de la thèse de Maurice Thorez en laissant croire qu'elle serait formée quand le « mélange des 20 races » serait réalisé. Mais la nation algérienne, soulignait cet essai, contenait deux aspects : « Un principal, reconnaissant la formation de la nation, et un autre, secondaire, celui de la possibilité d'intégration d'éléments d'origine européenne... Or, le processus de prise de conscience de la nation algérienne, déjà développé chez les musulmans, ne pouvait pas avoir le même contenu pour l'immense majorité des Européens, et ce, malgré les efforts courageux du Parti communiste algérien qui a réussi à former des patriotes algériens d'origine européenne et israélite. La fusion ou le mélange des deux principaux éléments ethniques actuels est impossible dans le cadre colonial. Raisonner autrement, c'est faire preuve d'idéalisme, c'est penser que la mentalité des Européens pourra se modifier sans que soit brisé le régime économique de type colonial qui engendre (sans que cela soit schématique) cette mentalité. » Mais il faut ajouter que toute nation est composée de classes sociales, et pour ma part, en tant que marxiste, j'accorde aussi une importance à la lutte de classes qui est le moteur de l'histoire.

Quand une nation s'est débarrassée du colonialisme oppresseur, peut-on raisonner sans regarder cette notion, sans ses rapports avec la lutte des classes ? Je ne le pense pas. C'est un autre débat qui mérite réflexion et de plus longs développements.

**Le soir d'Algérie : Après la Seconde Guerre mondiale, vous vous opposez, dans le même combat aux « fascisme, capitalisme, colonialisme ». Comment décryptez-vous ces systèmes d'oppression ?**

**William Sportisse :** Le fascisme et le colonialisme sont des produits du système capitaliste.

Le colonialisme c'est le capitalisme qui va à la conquête d'espaces territoriaux pour acquérir des marchés, piller les richesses des pays qu'il domine, surexploiter leur main-d'oeuvre en versant des salaires inférieurs à ceux nécessaires pour la reconstitution de la force de travail afin d'obtenir des surprofits. Le colonialisme recourt à la violence bestiale pour imposer sa domination dans les pays qu'il occupe en multipliant, au cours de ses guerres de rapines, des massacres aussi odieux si ce n'est pire que ceux commis par le fascisme. De son côté, celui-ci est la poursuite de la domination du système capitaliste rongé par une crise profonde dont l'origine repose sur la contradiction entre le capital et le travail. Le fascisme, expression bestiale du capitalisme, utilise des moyens aussi barbares que ceux utilisés par l'impérialisme dans la conquête des colonies. Il recourt à la haine raciale entre travailleurs immigrés et locaux pour dévoyer leurs luttes et les détourner de la révolution socialiste quand les conditions objectives existent. Il freine la prise de conscience de classe et retarde la réalisation du facteur subjectif nécessaire à la réalisation de la révolution socialiste. C'est, rapidement, notre décryptage de la nature du capitalisme, des manifestations de son comportement pour réaliser plus de profits en écrasant les peuples. Comme le disait si bien Marx, notre monde contemporain depuis l'avènement du capitalisme et sa transformation en impérialisme est face à ces deux choix : « Socialisme ou barbarie. »

**Le soir d'Algérie : Quel était le climat politique vu par les communistes dans l'Algérie qui venait de subir les massacres de Mai 1945 et était dans la préparation du soulèvement de 1954 ? Comment les communistes ont vécu cette période d'incubation révolutionnaire ?**

**William Sportisse :** Tout d'abord, il convient de souligner la féroce répression colonialiste qui s'est abattue sur les manifestants de Sétif et de Guelma. Ils célébraient pourtant pacifiquement la victoire sur le fascisme et réclamaient en même temps la reconnaissance du droit de l'Algérie ? disposer librement d'elle-même et à gérer ses propres affaires. Ce qui correspondait aux buts de la Seconde Guerre mondiale. La férocité coloniale du 8 Mai 1945 a entraîné ensuite les soulèvements des populations dans certaines régions du pays, particulièrement à Kherrata, Chevreuil. Ils ont été étouffés à leur tour par l'armée coloniale française avec l'utilisation de grands moyens militaires (une véritable guerre), aviation et escadre marine. Les dizaines de milliers de victimes, les arrestations et les condamnations à de longues peines de prison prononcées par les tribunaux colonialistes ont soulevé la colère et l'indignation de tous les Algériens. Mais cette dure épreuve a amené les partis du mouvement de libération nationale à réfléchir sur les orientations et les moyens de les mettre en application pour conduire à l'indépendance nationale. Le Parti communiste algérien prit conscience de la force du mouvement de libération qu'il avait sous-estimé durant la période qui va de 1943 à mai 1945 en ne liant pas son combat contre le fascisme à celui pour l'indépendance du pays. L'autocritique de son comité central, en juillet 1946, porte également sur les comportements erronés et sectaires de certains de ses dirigeants vis-à-vis des responsables nationalistes. C'est pourquoi, il s'engagea dans une grande campagne pour l'amnistie de toutes les victimes de la répression, dans les premiers mois qui suivirent la tragédie du 8 Mai. Le large mouvement des comités d'amnistie qui s'organisa à travers tout le pays permit non seulement la libération des Algériens emprisonnés, mais créa aussi les passerelles nécessaires pour réaliser l'union des forces patriotiques.

Cette libération des emprisonnés redonna des forces aux partis nationalistes que la répression avait affaiblis. Ces mêmes partis, tirant les leçons de cette épreuve, ont également engagé des efforts pour la mobilisation et l'organisation du peuple sur la base d'une élévation de la conscience politique populaire afin de vaincre le colonialisme en lui portant des coups sérieux et décisifs.

Une grande effervescence a régné dans l'activité de tous les partis politiques du mouvement de libération pendant la période allant de 1945 à 1954. Les débats politiques et idéologiques publics entre les courants communistes et nationalistes, et à l'intérieur même de ces deux courants, étaient certes passionnés et parfois durs, mais l'esprit

unitaire prévalait grâce à l'élévation du niveau politique des masses populaires obtenue au cours de ces échanges d'opinion sur les voies menant à l'indépendance, sur ce qui devait la suivre une fois qu'elle serait arrachée, sur quoi devait reposer nos politiques d'alliances, etc.

Tous ces débats politiques ont fait mûrir la conscience politique de notre peuple. Grâce à sa mobilisation, des victoires électorales ont été remportées par les partis nationalistes et, dans une moindre mesure, par le PCA, même quand l'administration coloniale fut contrainte de recourir à des fraudes scandaleuses.

Loin d'être gagné par le pessimisme et la démobilisation, après ses fraudes, le peuple algérien a constaté qu'il était possible de battre le colonialisme. Les luttes revendicatives des ouvriers dans les entreprises, des ouvriers agricoles dans les domaines de la grosse colonisation, des paysans, des petits artisans et commerçants, les luttes pour le respect des libertés élémentaires et syndicales, contre la guerre menée au Vietnam par l'impérialisme français, la solidarité manifestée avec les peuples frères de Tunisie et du Maroc et de Palestine, des jeunes et des femmes ont pris une ampleur durant cette période.

**Tout cela a contribué à la préparation du déclenchement de l'insurrection du 1er Novembre 1954.**

## **II/ DEUXIEME PARTIE : « De l'ORP à l'implosion du PAGS**

**Le Soir d'Algérie : Après l'interdiction de l'émission en arabe en faveur de l'indépendance de l'Algérie que vous animiez à Budapest, vous rentrez en Algérie. En 1956, vous revoilà dans votre ville natale, Constantine, à coordonner l'action de soutien des communistes à l'ALN. Quels étaient les rapports, à Constantine, entre les communautés, d'une part, et entre communistes et nationalistes, d'autre part ?**

**William Sportisse :** J'apporte une précision, on ne peut parler d'interdiction de l'émission des trois partis communistes d'Afrique du Nord, en langue arabe, par les autorités hongroises qui avaient accepté de mettre à notre disposition pendant environ deux années leurs moyens techniques. J'ai donné des explications dans le Camp des oliviers sur les motivations de la décision du gouvernement de la République populaire de Hongrie de nous demander sa cessation. Ce pays, en raison de ses orientations socialistes, subissait le blocus de tous les pays capitalistes européens et américains en vue de le détacher de la communauté socialiste qui s'est formée avec d'autres États de l'Est européen et l'Union soviétique. Il avait un besoin économique de sortir de ce blocus, au même moment où des efforts étaient entrepris par l'Union soviétique et d'autres forces pour éviter la guerre mondiale en prônant la coexistence pacifique entre les États à systèmes sociaux différents. Ce sont les pressions de la France coloniale sur la Hongrie qui furent à l'origine de sa décision discutable nous demandant de cesser notre émission. Dans l'ouvrage le Camp des oliviers sont relatées dans le détail toutes les actions de soutien apportées par nos organisations communistes de Constantine à l'ALN et au FLN. Ces actions de soutien se résument dans notre contribution pour ravitailler des groupes armés de l'ALN en armes, en médicaments, en vêtements, en leur apportant notre aide financière et politique, en leur transmettant régulièrement notre propagande écrite (journaux, tracts, revues). Il nous est arrivé également, grâce à nos liens avec des militants du FLN, de reproduire avec notre matériel leurs documents de propagande. Mais notre parti qui s'est maintenu en tant qu'organisation, tout en reconnaissant comme dirigeants de la lutte libératrice le FLN et l'ALN, conformément aux accords FLN-PCA, a utilisé ? Constantine tous les moyens en sa possession pour rédiger et diffuser régulièrement durant toute la guerre ses publications (journaux et tracts).



Un nombre non négligeable de journaux, de tracts et de revues qui apportaient des informations sur le déroulement de la lutte armée et des explications sur l'évolution de la situation politique circulaient parmi la population.

Quant aux rapports entre les communautés, tous ceux qui ont vécu cette période savent que les colonialistes avaient réussi à les diviser. Le racisme, cette arme de division, et toute l'idéologie du colonialisme qui dominait parmi la majorité de la population européenne et même juive la peur de ne plus pouvoir vivre dans le pays si l'indépendance était arrachée par les Algériens, les difficultés des organisations du mouvement de libération d'entrer en contact avec la minorité européenne en raison de la répression coloniale et les difficultés de la lutte clandestine ont été des obstacles empêchant le rapprochement des communautés.

**Le soir d'Algérie : Peut-on parler d'une position dominante commune à la communauté juive, travaillée à la fois par le sionisme et par la tentation Algérie française, par rapport à l'Algérie française, par rapport à l'indépendance de l'Algérie ? Faut-il nuancer et dans quel sens ?**

**William Sportisse :** La population juive dont les traditions culturelles se nourrissaient de la culture arabo-berbère et la proximité de ses lieux d'habitation proches de celles des musulmans a continué à maintenir avec eux plus ou moins des relations. Cependant, la population juive de Constantine craignait, comme les Européens, les lendemains de l'indépendance. Même dans la minorité juive ou européenne qui n'était pas hostile aux aspirations à l'indépendance, il y avait un sentiment de méfiance sur la capacité de notre peuple à dépasser tout sentiment de haine après tous les crimes qu'il avait subis de la part du colonialisme. Par ailleurs, la minorité juive avait souffert des discriminations raciales manifestées à son égard par des Européens gagnés aux idées fascistes avant la Seconde Guerre mondiale. Elle avait souffert de discriminations à la suite des mesures prises sous le régime de Pétain qui avaient abrogé le décret Crémieux. Aussi, quand en mai 1958, les menaces des forces réactionnaires et fascistes soutenues et dirigées par les dirigeants factieux de l'armée française ont organisé des comités de salut public pour s'opposer aux institutions de la République française, la crainte du fascisme a conduit cette minorité juive à la réflexion. Selon un rapport de la police française cité dans le *Camp des oliviers*, elle a « répuigné » à prendre position pour ces « comités de salut public » et « donné l'impression d'un certain neutralisme ».

Quant aux sionistes, ils voyaient d'un mauvais oeil l'avènement d'une Algérie indépendante qui apporterait toute son aide au peuple palestinien. Leur objectif était avant tout, en se mettant au service des partisans de l'« Algérie française », de creuser davantage le fossé entre juifs et musulmans, de sorte que si l'Algérie gagnait son indépendance, les conditions seraient créées pour entraîner la minorité juive à immigrer en Israël pour implanter dans les territoires palestiniens de nouvelles colonies de peuplement et étendre ainsi le territoire israélien. Les sionistes ont, partout où ils agissent, un seul objectif : contribuer au renforcement de leur ordre colonial en Palestine pour empêcher la naissance de tout État palestinien dans les frontières reconnues par les Nations unies et encore moins dans un seul État palestinien où Juifs et Arabes vivraient en paix. Des sionistes appartenant au service d'espionnage israélien ont même été envoyés à Constantine pour accomplir la sale besogne destinée à organiser, dans la population juive, la réplique des organisations paramilitaires fascistes européennes qui se sont impliquées dans les assassinats de civils algériens. Je signale cela dans le *Camp des oliviers*.

**Le soir d'Algérie : Etiez-vous ? Constantine lors de l'assassinat de Raymond Leyris ? Pourquoi, par cet acte, la presque totalité de la communauté juive de Constantine, implantée dans cette ville depuis des siècles et peut-être des millénaires, a-t-elle quitté la ville en quelques heures ?**

**William Sportisse :** Ma précédente réponse apporte des éclairages sur ce départ rapide de Constantine des Juifs après la mort de Raymond Leyris. Oui, je me trouvais encore à Constantine à ce moment-là. J'ai déploré cet assassinat, ayant connu ce cheikh de la musique andalouse et du malouf constantinois, qui fut un lecteur assidu d'Alger républicain. Il participait régulièrement avant 1954 à toutes les fêtes organisées à Constantine par notre parti pour le financement de nos organes centraux Liberté et El-Djazair Al-Djadida.

Cheikh Raymond était connu parmi les musulmans de Constantine qui appréciaient et apprécient encore son talent. Sa mort n'a fait qu'augmenter les préjugés et la méfiance dans les milieux juifs. Cette méfiance a été encore attisée par la propagande des médias colonialistes qui ont aussitôt attribué cet acte au mouvement de Libération nationale alors qu'il pouvait être celui d'un individu isolé échappant ? tout contrôle, révolté contre la bestialité du régime colonial à l'égard des Algériens. Ce qui n'est pas une certitude, car on ne peut pas exclure, non plus, une manipulation provenant du colonialisme qui est maître en la matière. La perte de Raymond Leyris a jeté le désarroi parmi la population juive de Constantine. Le responsable de ce désarroi, c'est le système colonial qui a toujours favorisé la division entre les communautés pour mieux régner sur le pays.

**Le soir d'Algérie : A l'indépendance de l'Algérie, vous avez naturellement décidé de rester. Vous rejoignez l'équipe d'Alger républicain et vous militez au PCA. Pourtant, une loi vous oblige, vous, le vieil Algérien qui a tout sacrifié pour l'indépendance de son pays, à demander la nationalité algérienne. Pourquoi n'avez-vous pas davantage protesté contre cette loi incompréhensible ?**

**William Sportisse :** Il convient tout d'abord de préciser que mon combat, comme celui d'autres camarades de toutes origines, pour l'indépendance correspondait à notre idéal. Les plus gros sacrifices supportés pour l'obtenir l'ont été par les couches laborieuses du pays et tous ceux qui ont perdu leur vie au cours de ce combat. Nous ne pouvons et nous ne devons jamais oublier cela. Ensuite, des tâches d'édification importantes nous attendaient. Elles nécessitaient la préservation et le renforcement de l'union des forces patriotiques. Cette divergence, à propos des conditions arrêtées pour être de nationalité algérienne, il fallait la résoudre sans aboutir à une cassure, voulue peut-être par certains, mus par une étroitesse nationaliste et désireux de diviser les forces progressistes du mouvement national. Aujourd'hui, il est vrai, notre protestation, qui s'est exprimée dans le calme auprès des dirigeants du FLN sous diverses formes, peut paraître timide et insuffisante. C'est possible.

Mais à mes yeux, ce qui était plus important, c'était de ne pas avoir suffisamment combattu l'instauration du parti unique et l'interdiction de l'activité du Parti communiste algérien. Mais malgré cette interdiction, le PCA a eu raison de travailler de toutes ses forces à l'application du contenu économique et social progressiste du programme de Tripoli (juin 1962) puis de celui de la charte d'Alger (avril 1964). Il pensait que les aspirations démocratiques des masses populaires pouvaient trouver le meilleur cadre de leur expression dans l'édification d'un front uni.

Le PCA se battait en même temps pour le renforcement d'un parti socialiste d'avant-garde. Malheureusement, en surestimant le poids réel des partisans du socialisme dans le FLN, après l'adoption de la Charte d'Alger, il avait tenté de se diluer dans un ensemble plus large, exprimant de cette manière erronée le rejet d'un sectarisme qui aurait été inattentif aux possibilités de rapprochement avec l'aile révolutionnaire du FLN. D'autres explications, en réponse à votre question à propos de cette opposition sur les conditions exigées par la Constitution pour jouir de la nationalité algérienne, sont exprimées dans *le Camp des oliviers*.

**Le soir d'Algérie : En 1965, vous êtes arrêté et torturé par la sécurité militaire pour appartenance à l'Organisation de la résistance populaire (ORP). Aujourd'hui encore, on sait très peu de choses sur cette organisation créée pour s'opposer au coup d'Etat de Boumediène de juin. Comment vous êtes-vous retrouvé dans l'ORP et quelles sont les circonstances de votre arrestation ?**

**William Sportisse :** Tout d'abord, il faut préciser que ce coup d'État n'est pas l'oeuvre d'un homme. Ses auteurs appartiennent aux courants hétérogènes de la petite bourgeoisie organisés dans le FLN qu'ils soient civils ou militaires. C'est en sa qualité de membre du bureau politique du FLN que Boumediène a dirigé cette coalition qui a destitué le président de la République, Ben Bella, alors secrétaire général du FLN, parce qu'elle « désapprouvait ses méthodes de direction », selon ses propres termes. Entre ces différents courants hétérogènes de cette petite bourgeoisie arrivés au pouvoir, après le coup d'État, des divergences subsistaient sur les options à adopter dans les orientations politiques, économiques, sociales et culturelles, même s'ils se référaient encore, pour ne pas se couper

du peuple, à l'option socialiste.

Chacun de ces courants espérait avoir le dessus sur l'autre. Et d'autres tentatives de coups d'État se sont produites plus tard et ont échoué. Les communistes se sont dressés contre le coup d'État du 19 juin 1965, non pas pour soutenir tel ou tel courant de cette petite bourgeoisie qui s'était placée derrière Boumediène ou du côté de Ben Bella, mais parce qu'ils étaient attachés à des méthodes démocratiques de gouvernement qui s'appuyaient sur la volonté populaire.

Ils considéraient qu'un coup d'État pouvait en appeler un autre comme ce fut le cas en Amérique latine, qu'il ouvrait la porte à l'instabilité politique et à l'étouffement des libertés démocratiques et syndicales élémentaires, et qu'il favorisait les tentatives des puissances impérialistes de s'ingérer dans nos affaires afin de reprendre pied chez nous.

L'ORP (Organisation de la résistance populaire) était une alliance au sommet entre des dirigeants communistes et progressistes, membres du FLN, pour s'opposer au coup d'État et réclamer le respect de la Constitution adoptée par le peuple au lendemain de l'indépendance, la libération de Ben Bella, et la poursuite de l'option socialiste contenue dans la Charte d'Alger adoptée par le congrès du FLN.

Cette organisation, qui s'était constituée quelques jours après le coup d'État, n'avait pas encore réussi à obtenir des assises populaires, au moment de l'arrestation d'une partie de sa direction et de plus d'une centaine de militants communistes et nationalistes qui l'avaient rejointe.

Ces arrestations portèrent un coup dur à cette organisation. Les dirigeants et militants qui l'avaient rejointe et n'avaient pas été arrêtés poursuivirent le combat en s'organisant en 1966 dans le Parti de l'avant-garde socialiste.

**Le soir d'Algérie : Vous êtes traîné pendant des années de prison en résidence surveillée. La dernière ville qui vous accueille est Tiaret. Vous allez réimplanter le PAGS, dans une ville où il n'y avait plus de communistes. Comment avez-vous réussi à mobiliser essentiellement les jeunes ?**

**William Sportisse :** Tout d'abord, une précision : tout ce qui a été réalisé à Tiaret, pendant mon séjour dans cette ville, est l'oeuvre d'un collectif de jeunes et de l'appui de nombreuses personnes qui sympathisaient avec nos idées. Ma contribution a été modeste, et il est erroné de m'attribuer les résultats de cette activité. On la doit beaucoup plus à d'autres personnes, notamment mon camarade Ichou Benamar, assigné également à résidence dans cette ville, et ensuite à Abdelkader Bouteldja qui, après avoir été au FLN et à la JFLN, a rejoint les rangs du PAGS. Il est vrai que mon expérience politique et organisationnelle communiquée à ces camarades les orientait dans leur activité. En outre, les conditions d'une mobilisation des jeunes existaient, car il y avait chez eux à la fois une soif de s'instruire, de se cultiver, de s'organiser et d'agir pour régler les problèmes auxquels ils étaient confrontés. Le noyau de jeunes avec lesquels Benamar Ichou avait tissé des liens d'amitié nous a permis d'organiser cette jeunesse et l'aider à satisfaire ses aspirations à travers le ciné-pop puis d'une université populaire où des cours étaient dispensés par des professeurs progressistes français qui enseignaient au titre de la coopération. Moi-même je dispensais des cours de comptabilité. Un noyau de jeunes a ainsi adhéré au PAGS. Parmi ce noyau, un camarade a pris en charge l'activité en direction des ouvriers et du mouvement syndical. Toute cette activité a permis de renforcer les rangs du PAGS à Tiaret. Elle a débouché aussi sur la jonction avec le mouvement paysan dans la région qui était engagé pour l'application des dispositions prises dans le cadre de la loi sur la « Révolution agraire ». J'ajouterai que l'aile progressiste de la petite bourgeoisie au pouvoir dirigée et impulsée par le président Boumediène avait réussi à prendre le dessus sur l'aile conservatrice favorable au libéralisme économique et à l'étouffement des libertés démocratiques pour les travailleurs.

La nationalisation des hydrocarbures et des autres richesses minières et l'utilisation des revenus de leur exploitation

par des sociétés publiques ont contribué à l'industrialisation du pays. Cette industrialisation a pu se réaliser par sa prise en charge des sociétés publiques et des capitaux appartenant au jeune État algérien. Toutes ces mesures économiques puis sociales au service du peuple ont été accompagnées d'une vie démocratique associant de plus en plus le peuple à la gestion du pays. Le soutien accordé par les communistes à ces mesures a créé les conditions de leur libération des prisons où le pouvoir issu du coup d'État les avait jetés.

**Le soir d'Algérie : A votre retour à Alger, vous êtes cadre dans une société nationale. Par contre, en ces années 1970, le PAGS ne vous confie pas de responsabilité en dépit de votre longue expérience dans le combat communiste. Pourquoi ?**

**William Sportisse :** Je n'ai jamais questionné mes camarades du PAGS à ce propos pour la simple raison que je considérais que la présence d'un militant dans une direction relevait du choix de ses camarades. A mon retour à Alger, sans doute, la direction du parti a-t-elle pu juger, qu'en raison de mon arrestation, il était préférable pour la sécurité de l'activité clandestine du PAGS de ne pas me confier une responsabilité même si mon expérience pouvait lui être utile.

Et sans doute, à cette époque, la direction du PAGS pouvait hésiter à confier des responsabilités à des camarades qui, comme moi, avaient subi la répression et qui étaient plus ou moins fatigués, afin de les laisser souffler un peu, ou encore parce qu'elle n'avait pas suffisamment d'informations sur mon comportement face à la répression.

Ce n'est pas parce que j'ai eu des responsabilités dans le Parti communiste algérien que je dois les conserver toujours. Mon expérience peut être également transmise même si je milite comme on dit à la base. Cela ne peut faire que du bien de militer seulement à la base.

Et d'ailleurs, entre la base et la direction, il y a toujours des relations étroites dans un parti où le centralisme démocratique révolutionnaire est respecté. Mais je n'exclus pas non plus que les pressions exercées de l'extérieur du parti ont pu conduire à des positions d'étroitesse nationaliste pour éviter dans les directions la présence de militants de mon origine. Je ne suis pas certain de cela.

Mais la réponse à cette question et à d'autres plus importantes fait partie du besoin impératif de l'étude collective de l'histoire de notre Parti communiste algérien et du PAGS. Cela dit, je vous rassure, dans le PCA comme dans le PAGS, les relations entre camarades de toutes origines ethniques étaient empreintes d'une fraternité qui a fait notre force. Cette fraternité reposait sur nos convictions idéologiques et politiques.

**Le soir d'Algérie : Comment analysez-vous, près de 25 ans après, la sortie de la clandestinité du PAGS et son implosion ?**

**William Sportisse :** Avant de répondre à cette question, je tiens à souligner le grand mérite de ce parti, de sa direction et de ses militants, de ses sympathisants qui, pendant près de 24 années de clandestinité, ont réussi, dans des conditions difficiles, à poursuivre le combat au service des couches laborieuses de notre pays. Comme je l'ai déjà souligné, l'histoire du PCA et du PAGS reste à faire. Elle mérite d'être connue, non seulement pour dissiper les mensonges de ceux qui dénigrent ces deux partis, mais aussi pour instruire et inspirer les jeunes générations dans leur combat actuel. Il appartient aux militants de ces deux partis restés encore attachés à notre idéal et à ceux du Parti algérien pour la démocratie et le socialisme de réaliser cette tâche si vitale. Cela dit, à la sortie de la clandestinité, les hésitations de la direction du PAGS pour mener son activité au grand jour, en raison de la situation résultant de la répression, qui s'était abattue sur les jeunes et les militants du PAGS lors de la révolte de 1988, et aussi de la montée de l'intégrisme religieux, ont été un frein pour son développement et sa liaison nécessaire avec les masses laborieuses. Le soutien, dans les années 1980, qu'elle avait accordé au président Chadli alors que

celui-ci remettait en cause progressivement tous les acquis progressistes obtenus auparavant préfigurait déjà des reculs ultérieurs de cette direction. Elle n'a donné aucun mot d'ordre clair pour combattre les projets de restitution des terres nationalisées, la mise en place d'un ensemble de textes qui préparaient la privatisation des entreprises publiques et la libéralisation du commerce extérieur. Elle n'a pas procédé à une analyse sérieuse de l'accentuation de la nature de classe du régime, notamment de son option pour la défense du capitalisme après les événements d'Octobre 1988.

Cette direction s'est alors désintéressée des initiatives prises à la base par ses militants pour aller aux masses, avec son absence dans le choix des candidats du parti et de leur programme pour les élections municipales ou encore dans la préparation de la manifestation paysanne qui s'est déroulée à Alger pour s'opposer aux objectifs de la loi d'orientation foncière de novembre 1990 visant clairement à la restitution des terres nationalisées.

Dans ces conditions, les dirigeants du courant islamiste moyenâgeux du FIS ont réussi à asseoir davantage leur emprise sur les masses populaires mécontentes qui voulaient se débarrasser du système en place qui s'était éloigné de leurs aspirations.

Ajoutons que cette direction était divisée sur le texte d'orientation présenté au congrès qui s'est tenu dans les conditions de la légalité. Le texte adopté par le congrès était loin de régler les problèmes d'orientation politique du parti. Il était empreint de l'idéologie social-démocrate qui avait gagné les esprits de la majorité de la direction, surtout au lendemain de la disparition de l'Union soviétique et des autres pays socialistes de l'Europe de l'Est.

Dans ces conditions, l'implosion du PAGES n'a pas tardé. La majorité de sa direction refusant de définir une stratégie d'un parti communiste fidèle aux principes marxistes-léninistes pour épouser celle de la « modernité », « *ce masque élégant de la défense moderne du capitalisme* », comme l'indique si bien le Parti algérien pour la démocratie et le socialisme (PADS) dans son carnet n°8 (1996) consacré au 60e anniversaire du PCA et au 30e du PAGES.

**Le soir d'Algérie : Vous avez contribué à la naissance du PADS ? C'est quoi, dans l'Algérie et le monde actuels, être communiste ?**

**William Sportisse :** Je n'ai pas contribué à la naissance du PADS. Au moment de sa création, j'étais absorbé par la responsabilité que j'avais à Alger républicain et j'hésitais, c'était une erreur de ma part, de m'engager dans cette initiative lancée par des camarades du PAGES dont certains n'étaient pas suffisamment connus de mon côté. J'ai adhéré au PADS en 1994. Être communiste de nos jours, c'est demeurer fidèle à notre idéologie marxiste-léniniste toujours vivante et actuelle même si l'Union soviétique a disparu. Être communiste dans le monde actuel, c'est résister aux mensonges des médias capitalistes sur l'expérience de l'URSS et des autres pays socialistes, c'est la faire connaître dans sa réalité avec tout ce qu'elle a apporté pour le progrès de toute l'humanité, pour la paix du monde, pour la liberté des peuples dominés par le colonialisme, et dans ses faiblesses favorisées par les courants opportunistes pour la détruire. C'est continuer à éveiller la conscience des couches laborieuses qui souffrent des méfaits du capitalisme. C'est déclarer et expliquer que ce système a fait son temps et qu'il faut le détruire pour construire une autre Algérie, un autre monde où la fraternité et la paix régneront entre les hommes quand seront supprimées l'exploitation de l'homme par l'homme et la domination d'un peuple sur un autre. Être communiste aujourd'hui en Algérie et dans le monde, c'est adopter une stratégie pour la destruction du capitalisme et la construction du socialisme. Certes, cette stratégie ne négligera pas du tout, au contraire, l'organisation des luttes quotidiennes pour des revendications immédiates (droit au travail, à des conditions humaines de travail, au logement, à la santé, à la paix, etc.).

Ce combat doit passer par l'organisation des masses populaires et leur intervention dans le choix des solutions qui doivent être constamment rattachées à cet objectif stratégique du socialisme. Ce combat doit aussi passer par la construction d'un Parti communiste enraciné dans la classe ouvrière et d'une large alliance populaire des ouvriers

avec les autres couches laborieuses du pays qui sont les outils de la réalisation de cet objectif stratégique.

C'est cela le plus important de nos jours pour être communiste.

Certains peuvent nous traiter d'utopistes, mais ce qui peut paraître une utopie aujourd'hui deviendra une réalité dans l'avenir. Dans la société esclavagiste, les révoltes ont été souvent étouffées par la force, mais, en définitive, ce système a été détruit. On peut citer d'autres exemples comme celui de la défaite de la Commune de Paris qui était anticapitaliste mais qui a été ensuite vengée par la Révolution socialiste d'octobre. On peut aussi penser à l'expérience de l'Algérie : aux révoltes défaites après l'occupation coloniale de 1832, mais toutes les luttes menées ensuite ont abouti en 1962 à l'indépendance. Être communiste, c'est apprendre à refuser le défaitisme, les solutions illusoire qui nous détournent de l'objectif stratégique.

### Interview de William Sportisse par Arezki Metref

in **Le Soir d'Algérie**

**Le 03 et 04 mars 2014 -**

`<dl class='spip_document_734 spip_documents spip_documents_right' style='float:right;'><a href="IMG/pdf/Entretien_avec_William_Sportisse.pdf" title='PDF - 116.1 ko' type="application/pdf">`

**Entretien de William Sportisse avec Arezki Metref**